Monsieur Bayrou, les enfants ne sont vraiment pas des poireaux !

lundi 20 janvier 2025, par CGT

Ce mardi 14 janvier, le premier ministre François Bayrou a déclaré lors de sa déclaration de politique générale devant l’Assemblée nationale que « Parcours sup est une question », que « l’obligation d’orientation précoce perturbe [les élèves] et les met en danger » et que « très tôt les choses se jouent, trop tôt pour ceux qui n’appartiennent pas aux milieux les plus favorisés » avant de se lancer dans une métaphore de jardinage.

LES ENFANTS NE SONT PAS DES POIREAUX… ET LES PLACES DANS LE SUPÉRIEUR ONT AUSSI BESOIN DE POUSSER

LA CGT ÉDUC'ACTION COMMUNIQUE…

Ce mardi 14 janvier, le premier ministre François Bayrou a déclaré lors de sa déclaration de politique générale devant l'Assemblée nationale que « *Parcours sup est une question* », que « *l'obligation d'orientation précoce perturbe [les élèves] et les met en danger* » et que « *très tôt les choses se jouent, trop tôt pour ceux qui n'appartiennent pas aux milieux les plus favorisés* » avant de se lancer dans une métaphore de jardinage.

Si l'on pouvait s'attendre à une remise en question de la plateforme, le ministre de l'Enseignement supérieur Philippe Baptiste a balayé dès le lendemain cette hypothèse, renforçant la confusion et a affirmé sa volonté « *de réduire tous les stress qui peuvent être générés par l'outil, par le calendrier* ».

La CGT Éduc'action dénonce depuis la création Parcours sup la précocité des choix demandés aux élèves de seconde. Ce processus génère un stress important et induit une logique scolaire qui fragilise les apprentissages. Du reste, la mise en place d'une rubrique dans Parcoursup évaluant les probabilités, pour chaque élève, d'intégrer une formation, ne fait que rajouter de l'anxiété.

Le discours ministériel vise progressivement à ne présenter Parcoursup que comme un outil d'aide à l'orientation, alors que qu'il n'est qu'un outil créé pour la sélection. Une sélection opaque qui dépend en partie de l'établissement d'origine des élèves. Cette mise en concurrence généralisée des élèves vise à masquer la pénurie de places dans le supérieur et ne permet pas l'accès à une filière choisie. Ainsi, en 2022, 22,4 % des néobachelier·es n'avaient pas trouvé de place dans le supérieur.

Le tri social se renforce. Au-delà des orientations subies, les enfants de classes populaires, qui ont déjà tendance à surestimer les obstacles liés aux études supérieures, sont poussé·es à abandonner la poursuite d'études ou à se tourner vers les filières d'enseignement privées : le nombre d'étudiant·es dans le privé a augmenté de 70 % en douze ans, contre seulement 15 % dans le public. En 2024, près de 27% des étudiant·es étaient inscrit·es dans une formation privée. Le vrai problème est donc l'absence de places dans l'enseignement supérieur public.

Parcoursup ne doit seulement pas être questionné, mais abandonné, de même que la sélection à l'université. La CGT Éduc'action revendique aussi la création de places dans l'enseignement supérieur permettant une orientation réellement choisie par les élèves.

Montreuil, le 16 janvier 2025